



CCI FRANCE
MADAGASCAR

Réunir pour mieux réussir

L'ÉCO

de la semaine

06 Juillet au 12 Juillet 2024

SOMMAIRE

Transport fluvial - Réhabilitation du canal des Pangalanes.....	2
Base Toliara : Forte mobilisation de la population de Toliara II pour sa réouverture.....	2
Madagascar National Park : 63 millions d'euros pour financer le plan stratégique.....	3
Port de Toamasina : un nouveau terminal à conteneur aménagé sur une superficie de 6,46 hectares.....	4
Mobilité - Le marché des motos électriques se développe.....	5
Douanes : Un Data Warehouse pour une meilleure gestion des données.....	5
Énergies renouvelables : Inauguration de la centrale solaire à Anosibe Ifanja région Itasy.....	6
Commerce : Des accords pour renforcer les ponts afro-arabes.....	7
GVEC : Transformer les vies et favoriser l'entrepreneuriat.....	7
Autosuffisance alimentaire - La culture du riz hybride à disséminer.....	8
Industrialisation - La société sud-africaine Us Okes Pty Ltd soutient le projet ODOF.....	8
Transports aériens : Madagascar Airlines de nouveau membre de l'IATA.....	9
Industrie pétrolière et gazière : Impératif pour combattre la pauvreté énergétique.....	10
Coopératives en éveil : Une transformation économique espérée par les paysans.....	10
Produits de première nécessité - Le prix de la farine reste stable.....	11
Politique énergétique - Le défi de la cuisson propre.....	12
Projet ODOF : Convention stratégique et charte de responsabilité signées.....	12
Digitalisation de l'agriculture : Madagascar adopte la blockchain dans le domaine du bio.....	13
Anosy : le Port d'Ehoala fête ses 15 ans d'activités.....	14
Internet par satellite - l'ARTEC recommande la prudence.....	14
Pépinière industrielle - Le projet ODOF sortira Atsimo-Andrefana de la pauvreté.....	14
Conjoncture : Renforcement graduel de la croissance économique à partir de 2024.....	15
Analanjirofo : Début de la campagne de vanille.....	16
Programme Holi'Dev : Des vacances numériques pour les enfants avec Telma.....	16
Responsabilité sociétale - L'investissement dans l'environnement encouragé.....	17
Trophée des jeunes entrepreneurs - Randja Ranaivozanany lauréat de l'édition 2024.....	17
Infrastructures routières : Réhabilitations urgentes face à l'asphyxie de l'économie rurale.....	18
MNDPT : Maîtriser la Data pour transformer Madagascar.....	19
Investissement durable : investir dans le green pour stimuler l'économie.....	19

Transport fluvial - Réhabilitation du canal des Pangalanes

ERIC RANJALAHY | 06 JUILLET 2024 | L'EXPRESS DE MADAGASCAR

Cette fois-ci, le canal des Pangalanes peut-il devenir la vraie solution pour développer l'économie du littoral Est ? De Toamasina à Farafangana, des ministères se mobilisent pour y parvenir.

Noyé depuis 2017. Le Comité interministériel de pilotage sur le canal des Pangalanes est remonté en surface hier du côté d'Alarobia. Il a donné signe de vie au bureau de l'Agence portuaire maritime et fluviale (APMF) par un premier contact entre les nouveaux membres, suivi d'un point de presse.



« Nous savons tous que le long du canal des Pangalanes regorge de nombreuses activités génératrices de revenus. Il est temps de sensibiliser les ministères concernés et de travailler désormais de concert pour tirer profit et gérer à bon escient ces opportunités existantes. Par exemple, en termes d'optimisation des coûts de transport, le canal des Pangalanes offre des avantages conséquents par rapport au transport routier. De plus, les embarcations polluent moins », indique Dina Rakotomalala, présidente dudit Comité, à la sortie d'une réunion plus ou moins houleuse où quelques escarmouches ont été échangées, mais dans le respect mutuel.

« Nous avons défini cinq axes de travaux à réaliser, notamment l'aménagement de la voie navigable, à la base de cette redynamisation, la sécurisation de la navigation fluviale, la réhabilitation et construction des gares fluviales de catégorie A et B, ainsi que des points d'escale pour l'embarquement et le débarquement, le développement du chantier naval, activités annexes en coordination avec les autres ministères, les partenaires techniques et financiers et les collectivités territoriales décentralisées », détaille le capitaine de vaisseau Jean Edmond Randrianantenaina, directeur général de l'APMF.

Plateforme

Depuis l'assainissement entamé en 2019, « Toamasina-Mananjary, d'une longueur de 432 kilomètres sur les 637 jusqu'à Farafangana, peut être traversé en deux jours par les embarcations motorisées, quatre pour les bateaux traditionnels. Nous souhaitons que ce Comité interministériel soit le reflet de l'harmonisation des compétences respectives de chacun sur les domaines qui relèvent de leurs champs, et qu'il soit aussi le maillon central des synergies des actions », résume Jean Edmond Randrianantenaina. Cette plateforme, sous la tutelle de la présidence de la République, initiatrice du projet, et de la Primature, responsable de la sécurité nationale, regroupe douze ministères avec l'appui et l'assistance de l'Economic Development Board of Madagascar (EDBM) et le Projet Pôles intégrés de croissance (PIC). De bonnes intentions en somme.

Base Toliara : Forte mobilisation de la population de Toliara II pour sa réouverture

R. EDMOND. | 06 JUILLET 2024 | MIDI MADAGASIKARA

Tout comme celle de Toliara I, la population de Toliara II s'est également mobilisée pour demander, haut et fort la reprise du projet d'extraction minière de Base Toliara.

On rappelle que durant les festivités du 26 juin dernier, ils étaient 4 000 personnes à défiler et réclamer, banderoles, à l'appui, que les autorités prennent les directives qui s'imposent que ce projet reprenne afin que la population puisse bénéficier des retombées positives qui peuvent en découler.

Autonomie

Longin Mahatoro, maire de la commune rurale d'Ankilimalinike soutient cette réouverture. « Non seulement la réouverture de Base Toliara générera des emplois mais elle sera aussi à l'origine de revenus pour notre commune qui aura une part aux ristournes perçues », a-t-il déclaré en rappelant que « cette alternative permettra à notre commune de retrouver son autonomie et de ne plus

dépendre des subventions de l'Etat », a-t-il déclaré. Il a par ailleurs soutenu qu'avec les activités qui seront générées par la réouverture de Base Toliara, les jeunes ne seront plus obligés de s'adonner à la délinquance pour leur propre survie et celle de leur famille. Durant ce défilé, les jeunes d'Ankilimalinike n'ont pas manqué de soutenir cette demande de leur maire. « Nous soutenons la réouverture de Base Toliara qui peut nous donner du travail ou d'autres activités génératrices de revenus et participer ainsi au développement de notre commune », soutient le jeune Fidèle, un habitant d'Ankilimalinike. Ces jeunes espèrent également le soutien de Base Toliara dans le domaine sportif. « Nous aimons particulièrement le sport, nous n'avons pas les infrastructures nécessaires pour le

pratiquer et nous attendons également des appuis de Base Toliara pour nous aider à pratiquer nos sports favoris ».

Épanouissement des jeunes

À Belalanda, une autre commune rurale du district de Toliara II, la fête nationale était également l'occasion pour la population de s'exprimer sur cette question de la réouverture de Base Toliara. À commencer par le maire Raherisoa qui, lui aussi milite pour un épanouissement des jeunes à travers les emplois. » La commune de Belalanda compte beaucoup de jeunes mais ils sont tous dans une situation précaire faute d'entreprise où travailler. Ce qui oblige certains jeunes à devenir de simples conducteurs de cyclo pousses Nous avons besoin d'une grande entreprise comme Base Toliara pour nous apporter le développement dont nous avons grandement besoin. Avant sa suspension, Base Toliara nous procurait déjà beaucoup d'avantages et cela va encore se renforcer si l'Etat décide enfin de permettre sa réouverture ». À la

tête de la commune rurale de Maromiandra riveraine des zones d'intervention du projet Base Toliara, le maire Edson Tsilegna ne va pas par quatre chemins pour demander sa reprise. » Je demande l'ouverture de Base Toliara car son site est dans ma circonscription. Je connais la réalité de ma localité. Les fokontany sont en grande difficulté et n'ont aucun produit à mettre en avant. En portant la voix des jeunes, des femmes et des raiamandreny, j'implore l'ouverture de cette compagnie minière ». Reboha Mahatoky, notable à Maromiandra, adopte la même position en demandant la réouverture de Base Toliara pour développer la commune. » Elle pourrait nous fournir de l'eau potable et des canaux d'irrigation. En plus, si Base Toliara avait l'autorisation de démarrer, cela réduirait la pauvreté à Maromiandra en fournissant du travail aux jeunes », a-t-il déclaré. À Tsianisiha, l'opinion demande aussi la réouverture de Base Toliara qui aura cette capacité d'appuyer la population notamment dans la construction d'infrastructures de base.

Madagascar National Park : 63 millions d'euros pour financer le plan stratégique

NAVALONA R. | 06 JUILLET 2024 | MIDI MADAGASIKARA

Madagascar National Parks a présenté hier, son plan stratégique pour les cinq années à venir lors du sommet annuel des partenaires intitulé : « Impulse 2024 : Ensemble pour nos Réserves et Parcs Nationaux ».

« Ce nouveau plan stratégique étalé sur une période entre 2024 et 2028 vise à améliorer l'intégrité de la biodiversité en renforçant l'engagement de Madagascar National Parks (MNP) à conserver le patrimoine unique de la Grande île », a évoqué la directrice générale de MNP, Ony Rakotoarisoa, à l'issue de cette rencontre annuelle avec ses partenaires hier au Centell à Antanimena. En outre, « nous allons développer davantage notre partenariat avec les communautés locales de base qui jouent également un rôle principal en matière de conservation des espèces faunistiques et floristiques endémiques dans les parcs nationaux. Une nouvelle stratégie s'impose ainsi pour les aider à participer à ces activités de conservation tout en augmentant leurs sources de revenu afin que les communautés locales de base ne puissent pas détruire les forêts. Pour ce faire, nous travaillons en étroite collaboration avec le ministère du Tourisme et de l'Artisanat ainsi que l'Office National du Tourisme de Madagascar afin d'attirer plus de visiteurs tant nationaux qu'étrangers dans les parcs nationaux », a-t-elle poursuivi.

43 Aires Protégées gérées

L'objectif de Madagascar National Parks vise également à maintenir les services écosystémiques tout en améliorant le bien-être de la population riveraine des Aires Protégées. « Nous assurons en même temps la pérennité financière du réseau sans oublier l'optimisation de la gouvernance et de management pour une meilleure crédibilité vis-à-vis de nos partenaires. Le renforcement de la reconnaissance de MNP au niveau national et international n'est pas en reste. Un financement s'élevant à 63 millions d'euros

s'avère nécessaire pour mettre en œuvre ce plan stratégique quinquennal. Et il nous reste à mobiliser 14 millions d'euros, pour ce faire », d'après toujours ses explications. Il est à rappeler que MNP est une organisation sous tutelle du ministère de l'Environnement et du Développement Durable.



« Elle a pour mission de conserver et de gérer de manière durable, un réseau national de Parcs et Réserves représentatifs » des joyaux de la biodiversité et du patrimoine naturel propres à la Grande Ile. Madagascar National Parks gère actuellement 43 Aires Protégées composés de parcs nationaux de types terrestre ou marin, de Réserves spécifiques et des Réserves naturelles intégrales. Ce qui représente le tiers des Aires Protégées se trouvant dans le pays », a fait savoir Rinah Razafindrabe, le président du Conseil d'Administration de MNP.

Exploitation minière illicite

Par ailleurs, il a souligné que des technologies modernes tels que les drones sont utilisées pour les actions de préventions et de luttes contre les feux de brousse et les incendies à l'intérieur des Aires Protégées sous la gestion de MNP, outre le renforcement des patrouilles avec les agents forestiers et les comités locaux des parcs. « Nous travaillons également en étroite collaboration avec le

ministère en charge des Mines et les forces de l'ordre ainsi que les autorités locales et les communautés villageoises pour lutter contre les exploitations minières illicites à l'intérieur des Aires Protégées localisées notamment dans la partie nord de la Grande île. On a même dû installer en permanence des éléments des forces de l'ordre dans un parc pour sécuriser le site face à la recrudescence des actes illicites perpétrés par un réseau mafieux », a souligné le PCA de Madagascar National Parks.

Port de Toamasina : un nouveau terminal à conteneur aménagé sur une superficie de 6,46 hectares

ARH. | 06 JUILLET 2024 | LES NOUVELLES

Les travaux d'extension du port de Toamasina, pilotés par la Société du port à gestion autonome de Toamasina (Spat), consistent également à créer un nouveau terminal à conteneurs C4, sur une superficie de 6,46 hectares, pour accueillir jusqu'à 6.156 conteneurs EVP (équivalent vingt pieds), dont 720 réservés aux conteneurs réfrigérés.

Le terminal C4 est aménagé pour optimiser les opérations des grues et garantir une fluidité optimale du trafic, avec des voies de circulation prévues pour les camions internes et externes. Selon la Spat, « le taux d'avancement global des travaux est de 47 %, avec une livraison prévue en avril 2026 pour le quai C4 et en mai 2027 pour l'ensemble du terminal ».



Une fois opérationnel, le terminal C4 permettra d'augmenter la capacité de manutention des conteneurs, « atteignant jusqu'à 1.175.000 EVP par an », tout en améliorant les infrastructures portuaires. « Une fois le nouveau terminal à conteneurs C4 opérationnel, les acteurs économiques tireront profit de l'augmentation de la capacité de manutention des conteneurs et de l'amélioration des infrastructures portuaires », déclare la gestionnaire du grand port de l'Est. Cette expansion créera de nouvelles opportunités d'affaires, stimulera la création d'emplois et renforcera les performances commerciales, contribuant ainsi à la croissance économique de Madagascar.

Zone de stockage de 10 hectares

En cours, l'agrandissement du port de Toamasina est l'un des projets les plus ambitieux entrepris par l'Etat et la Spat, l'autorité en charge de la gestion et de l'exploitation du port. Le projet vise à ajouter 25 hectares aux 70 hectares existants, avec un objectif initial d'élargir la zone de stockage des conteneurs sur une superficie totale de 10 hectares d'ici 2026.

Les travaux d'extension ont commencé en avril 2018 pour une durée de sept ans, mais ont été retardés à cause de la crise sanitaire liée au Covid-19 en 2020 et 2021. Malgré cela, la Spat annonce des avancées notables pour l'ensemble des travaux d'extension. Les travaux incluent la construction du nouveau quai C4, long de 470 mètres et d'une profondeur de 16 mètres, capable d'accueillir des cargos de grande envergure. Des milliers de blocs d'absorption d'eau en béton ont été fabriqués sur place, dont une grande partie a été utilisée pour le prolongement du brise-lame sur 345 mètres, achevé en novembre 2023.

La première phase des travaux au niveau du terminal conteneurs, entamée en avril 2022, est en voie d'achèvement. Le chantier de l'extension du terre-plein sur 10 hectares devrait être livré en 2025, accompagnant la croissance annuelle du futur trafic et soutenant un secteur vital pour l'économie nationale. La Spat prévoit trois fois plus de flux traités au port après la livraison totale de ce chantier, faisant de Toamasina un hub maritime stratégique pour Madagascar et la région.

Mobilité - Le marché des motos électriques se développe

ITAMARA RANDRIAMAMONJY. | 08 JUILLET 2024 | L'EXPRESS DE MADAGASCAR

L'essor des motos électriques à Madagascar attire de plus en plus d'investisseurs. Avec une gamme de véhicules innovants et écologiques, le marché des deux-roues électriques connaît une croissance prometteuse.

De plus en plus de sociétés s'établissent dans la Grande île et manifestent un vif intérêt pour le secteur des deux roues électriques. C'est le cas notamment de l'entreprise australienne V-Moto Mada, qui fait ses premiers pas dans la Grande île en investissant dans les deux roues électriques. La marque a été dévoilée lors de la présentation de son nouveau showroom à Masay, vendredi dernier.

La société propose des motos offrant une autonomie allant de quarante à cent soixante kilomètres, avec un temps de charge de trois heures trente minutes. Les commerciaux vantent rapidement les mérites de ces véhicules. « Ces batteries peuvent être chargées n'importe où, y compris à domicile avec un courant de 220 volts. De plus, elles ne nécessitent pas d'entretien régulier ni de dépenses supplémentaires en huile », assure Mbolatiana Randriantahiana, la commerciale de cette société.

Les responsables de la société soulignent également que ces véhicules représentent une alternative face à la détérioration de l'environnement, souvent causée par l'utilisation continue des énergies fossiles. « Nous constatons une dégradation de la qualité de l'air ; il est grand temps de passer aux véhicules électriques », confie Rayhan Vasram, représentant de la société à Madagascar. Il s'agit donc d'une initiative écologique. Quant aux prix, ils varient de six à vingt et un millions d'ariary pour les modèles les plus performants.

Justifié

Sur le marché local, l'achat d'une moto électrique coûte entre un et trois millions d'ariary pour les modèles les plus basiques. Ce prix est justifié, selon le responsable, par une stratégie orientée vers les entreprises. « Nous visons principalement les sociétés, mais bien sûr nous nous

adressons également à toutes les personnes intéressées », précise-t-on.



Cette société n'est pas pionnière dans ce domaine. De nombreuses entreprises vendent et distribuent des véhicules électriques. Les deux-roues étant les plus nombreux dans le trafic routier de la capitale, ils représentent une opportunité financière attractive pour les investisseurs. Ces derniers rivalisent d'offres et d'innovations pour répondre aux besoins de la clientèle malgache. Les commerciaux soulignent que ce sont principalement les jeunes et les étudiants qui montrent un intérêt pour les motos électriques, en raison de leur maniabilité et de leur ergonomie améliorée. Leur choix est motivé par les économies de carburant à long terme, grâce à l'absence de dépenses en carburant.

Douanes : Un Data Warehouse pour une meilleure gestion des données

R.EDMOND. | 08 JUILLET 2024 | MIDI MADAGASIKARA

La douane malagasy poursuit son chemin vers la modernisation. Elle vient de se doter d'un « Data Warehouse » pour une gestion innovante des données.

Le « Data Warehouse » ou entrepôt de données est une base de données relationnelle hébergée sur un serveur dans un Data Center. Il recueille des données de sources variées et hétérogènes dans le but principal de soutenir l'analyse et faciliter le processus de prise de décision.

Nombreux avantages

Cet instrument permet ainsi à la Douane de faire face au défi majeur de la sauvegarde et de l'exploitation de ses données. Et avec les nombreux avantages que cela comporte pour l'administration douanière. Le recours à un

« Data Warehouse » permet de centraliser et consolider les données dans un même endroit. La capacité de stockage de cette nouvelle infrastructure de la douane lui suffit pour une période de 50 ans, comparée aux données douanières stockées au cours des sept dernières années d'exploitation du Sydonia World. Par ailleurs, les données sont organisées de façon transversale afin que la douane puisse disposer des informations utiles sur un sujet souvent transversal aux structures fonctionnelles. Ainsi, le « Data Warehouse » de la douane permet de croiser fonctionnellement les données. Il s'agit en somme pour la

Douane de prévoir pour mieux gouverner car le « Data Warehouse » lui permet de consolider ses données au sein d'un référentiel unique. Et pouvoir ainsi détenir et sauvegarder une quantité de volumétrie très élevée de données sensibles et stratégiques.



Aperçu complet

En effet, le « Data Warehouse » fait partie des dispositifs de la « business intelligence », ou « BI », soit l'analyse assistée par ordinateur des données brutes de l'entreprise sur laquelle elle s'appuie pour prendre des décisions stratégiques. La centralisation d'une quantité élevée d'informations offre ainsi un aperçu complet d'ensembles de données hétérogènes et permet de prendre en compte tous les paramètres pertinents pour prendre une décision. De plus, la disponibilité des données et leur caractère non volatile assure une certaine efficacité. Dorénavant l'administration des douanes malagasy peut construire rapidement des analyses fiables. Son « Data Warehouse »

répond ainsi au besoin décisif de maîtriser l'information et de l'exploiter de manière optimale. En tout cas, grâce au Data Warehouse, la douane dispose d'une capacité d'assurer une cohérence et une traçabilité des données car l'une des fonctions de cet outil est d'historiser les données, c'est-à-dire de les conserver tout en garantissant leur non-volatilité. En préservant la traçabilité des informations et des décisions prises, il assure qu'une requête, quel que soit le moment où elle est faite, aboutira toujours au même résultat. Le principe de conservation des données est ainsi une condition sine qua non à la fiabilité des résultats délivrés par le « Data Warehouse ».

Cohérence

Par ailleurs, lors de leur intégration, les données sont normalisées et rationalisées de façon à créer une cohérence entre elles, bien qu'elles proviennent de sources disparates. Cette démarche contribue également à maintenir un niveau de qualité élevé des analyses basées sur les données du « Data Warehouse ».

La douane malagasy évolue dans un processus axé sur la performance, où les KPIs ou indicateurs clés de performance sont les maîtres mots pour orienter l'avenir de l'administration a déclaré le Directeur Général des Douanes Ernest Zafivanona Lainkana. « Nous avons rêvé d'un avenir où les décisions douanières, telles que, entre autres, celles concernant la valeur, l'admission temporaire, le regroupement tarifaire, et les décisions anticipées, seraient validées à travers un processus digitalisé et rapide, conçu pour mieux servir les usagers » a-t-il conclu. Un rêve devenu réalité en somme.

Énergies renouvelables : Inauguration de la centrale solaire à Anosibe Ifanja région Itasy

ANTSIA R. | 08 JUILLET 2024 | MIDI MADAGASIKARA

Les projets de renforcement de la capacité de production d'énergies renouvelables se poursuivent, pour améliorer l'accès à l'électricité. Samedi dernier, c'est dans la commune rurale d'Anosibe Ifanja, district de Miarynariovo qu'une centrale solaire a été inaugurée. Il s'agit du fruit de la coopération entre l'Etat malgache et la société WeLight Madagascar, dans un cadre 3P (Partenariat public-privé). Selon le ministère de l'Energie et des Hydrocarbures (MEH), cette centrale a une capacité de 33 kWc et dispose d'une batterie de 82 kWh, permettant d'approvisionner en permanence 500 ménages, soit 5 128 bénéficiaires directs. Lors de la cérémonie d'inauguration, le DG de WeLigh Madagascar, Romain de Villeneuve a annoncé qu'une bibliothèque sera construite dans cette

localité, pour améliorer l'éducation locale. La société offrira également des matériels informatiques, dans ce cadre, mettra en place des points d'accès à l'eau potable et raccordera à l'électricité le Centre de santé de base à Anosibe Ifanja. D'après les informations, déjà 155 fokontany à travers Madagascar bénéficient d'électricité, grâce à la coopération entre le MEH, l'ADER et WeLight Madagascar. Selon Thierry Andriantsoa, SG du MEH, cet accès à l'électricité devrait améliorer l'économie locale, vu que 30% des consommateurs de ce nouveau réseau électrique utilisent déjà des machines pour des activités économiques productives.

Commerce : Des accords pour renforcer les ponts afro-arabes

ANTSIA R. | 08 JUILLET 2024 | MIDI MADAGASIKARA

La quatrième réunion du Conseil des gouverneurs du Programme des ponts commerciaux arabo-africains (AATB), qui s'est tenue à Tunis la semaine dernière, a marqué une avancée significative dans les relations économiques entre les pays arabes et africains. Les accords historiques conclus lors de cette rencontre visent à renforcer la coopération économique et à promouvoir l'intégration régionale. Les participants ont souligné le rôle crucial de l'AATB pour consolider les échanges économiques bilatéraux. Les discussions ont été axées sur des domaines clés tels que la durabilité agricole et la

sécurité alimentaire, mettant en lumière l'importance d'une approche intégrée pour surmonter les défis communs. Pr Benedict Oramah, président d'Aleximbank, a souligné le potentiel catalyseur de l'AATB dans le cadre de la Zone de libre-échange continentale africaine (ZLECAf), tandis qu'Eng Hani Salem Sonbol a appelé à un soutien accru pour transformer l'AATB en une institution régionale robuste. Cette réunion prometteuse ouvre la voie à un avenir de croissance économique durable et de coopération renforcée entre les nations africaines et arabes.

GVEC : Transformer les vies et favoriser l'entrepreneuriat

ARH. | 08 JUILLET 2024 | LES NOUVELLES

Le programme de Développement des filières agricoles inclusives (Defis) s'engage à soutenir les petits producteurs à travers les Groupements villageois d'entraide communautaire (GVEC). Depuis 2019, le programme Defis, financé par le Fonds international de développement agricole (Fida), a permis à 13.190 exploitations agricoles familiales (EAF) de bénéficier des avantages offerts par 686 GVEC répartis dans tout le pays.

« Ce programme permet non seulement d'offrir des services financiers de proximité tels que l'épargne et le crédit, mais aussi des services non financiers comme l'éducation financière », explique-t-on.

Les GVEC se composent de 15 à 25 membres qui mettent en commun leurs économies pour accorder des prêts internes, favorisant ainsi une autonomie financière collective. Ces groupements ont bien servi aux femmes et autres petits producteurs non desservis par les institutions de microfinance traditionnelles.

A Manakara, le GVEC Miradia a distribué un montant record lors de son premier cycle grâce à une gestion rigoureuse de ses ressources. Comme en témoigne une des femmes membres, Madeleine Razanavelo, « En intégrant le GVEC, j'ai pu payer les frais de scolarité de mes enfants et financer les semis pour la nouvelle saison rizicole ». Ce groupe constitué en décembre 2022, a partagé 4,473 millions d'ariary entre ses membres à la fin de son premier cycle, démontrant ainsi l'efficacité du réinvestissement collectif.

A Ihoisy, le GVEC Soafaniry, actif depuis 2019, compte maintenant 34 membres. Lucien Paul Raheriandrinia, un

membre du groupement, explique que « grâce aux parts du GVEC et aux revenus de mon élevage, j'ai pu acquérir une maison ». Ce GVEC prévoit de constituer un capital de plus de 10 millions d'ariary d'ici septembre 2024, avec des projets de plantation de manioc et la production de semences de riz.



Les GVEC ont également réduit leurs taux d'intérêt pour favoriser une plus grande participation financière. Selon le rapport du programme Defis, « Avec des taux passant de 9 à 8 %, ces groupements encouragent leurs membres à ouvrir des comptes auprès des institutions de microfinance et des banques régionales ».

Autosuffisance alimentaire - La culture du riz hybride à disséminer

ITAMARA RANDRIAMAMONJY. | 09 JUILLET 2024 | L'EXPRESS DE MADAGASCAR

Une semence qui a fait ses preuves. La culture du riz hybride est à vulgariser encore plus. Hier, une convention de partenariat a été signée entre la ministre des Affaires étrangères, Rafaravavitafika Rasata, et l'ambassadeur de la République populaire de Chine, Ji Ping, dans le cadre de la coopération entre les deux pays.



Cela concerne la culture du riz hybride que l'État compte intensifier, en vue d'aider à atteindre l'autosuffisance alimentaire. « L'État travaillera avec le ministère de l'Agriculture et de l'Élevage pour élargir la culture du riz hybride, une semence

qui s'adapte parfaitement au climat de la Grande île », indique le ministère de l'Agriculture. Proposant un fort rendement sur de petites parcelles de rizières, les semences de riz hybride sont des solutions évidentes pour résoudre l'équation de l'augmentation de la production rizicole du pays, mais aussi pour atteindre l'autosuffisance alimentaire, fixée dans la Politique Générale de l'État.

« Le riz hybride a déjà été éprouvé techniquement et des essais concluants ont déjà été effectués. Pour la région de l'Atsimo-Andrefana par exemple, le rendement à l'hectare est de huit à douze tonnes ».

Lancée

Le riz hybride offre la possibilité de générer des rendements supérieurs aux variétés traditionnelles. Il s'agit d'une production concentrée mais aussi technique et technologique, avec déjà près de deux mille hectares destinés à la production de semences de riz hybrides, et près de douze mille hectares de superficie sur lesquels la production de cette céréale est déjà lancée. Des mesures qui ont déjà porté leurs fruits car, avec près de vingt mille riziculteurs formés à cette culture, l'ensemble de la production semble augmenter.

Industrialisation - La société sud-africaine Us Okes Pty Ltd soutient le projet ODOF

ITAMARA RANDRIAMAMONJY. | 09 JUILLET 2024 | L'EXPRESS DE MADAGASCAR

Pérennité et qualité. Les maîtres-mots pour les unités ODOF. Le ministère de l'Industrialisation et du Commerce s'engage en effet à aller de l'avant et à garantir l'entretien régulier des machines industrielles octroyées aux bénéficiaires du projet de pépinières industrielles One District, One Factory. Hier, au siège du ministère de l'Industrialisation et du Commerce, une convention cadre de partenariat a été signée, accompagnée d'une charte de responsabilité des bénéficiaires des unités ODOF. Ces documents assureront la gestion optimale des unités industrielles distribuées par l'État dans le cadre du projet ODOF. C'est Edgard Razafindravahy, ministre de l'Industrialisation et du Commerce, qui a représenté son département hier, lors de la signature de ces documents avec la société sud-africaine Us Okes Pty Ltd.

Selon un communiqué du MIC, ces documents signés hier permettront d'assurer une meilleure qualité pour les unités ODOF et les produits qui y sont fabriqués. « Jusqu'à présent, les unités octroyées par l'État étaient souvent en mauvais état en raison de l'absence de maintenance et d'entretien standardisés. De plus, il n'y avait pas de stratégie claire pour la commercialisation locale ou internationale des produits », indique-t-on. La société sud-africaine dispose aussi d'une expérience non négligeable dans ces domaines. « La convention de partenariat garantit un service de qualité

et standardisé pour la maintenance et l'entretien des unités industrielles ODOF. Us Okes Pty Ltd, forte de son expérience en gestion logistique et maintenance industrielle, apportera son expertise pour assurer un fonctionnement optimal et pérenne des unités industrielles ODOF », fait savoir le ministère de l'Industrialisation. On indique également que la charte de responsabilité prise par des bénéficiaires des unités ODOF établit des obligations pour eux. « Ces derniers s'engagent à respecter les normes de qualité, à utiliser les matières premières locales issues des coopératives, et à obtenir les autorisations nécessaires pour la commercialisation des produits. Cette charte garantit l'engagement des bénéficiaires envers la pérennité des unités industrielles », indique le ministère.

Une place particulière est également accordée aux produits des paysans, mais aussi aux productions des unités ODOF. La conformité des produits aux normes et aux qualités requises sur le marché est d'ailleurs une priorité. Un suivi, jusqu'à la commercialisation, sera alors appliqué avec ce partenariat. Une centrale d'achat sera installée à Antananarivo. Il s'agit d'une plateforme qui permettra directement au consommateur d'avoir un accès direct aux produits issus des unités industrielles ODOF. Elle facilitera également les exportations.

Transports aériens : Madagascar Airlines de nouveau membre de l'IATA

R. EDMOND. | 09 JUILLET 2024 | MIDI MADAGASIKARA

Le ciel se dégage de plus en plus pour Madagascar Airlines. La compagnie aérienne nationale retrouve la grande famille du transport aérien avec l'annonce de sa réintégration au sein de l'International Air Transport Association (IATA)

La nouvelle annoncée dimanche dernier sur le site de l'Association du Transport Aérien laisse en tout cas entrevoir l'espoir d'un redressement tant attendu de Madagascar Airlines.



Garantie de visibilité. On rappelle qu'Air Madagascar avait fait l'objet d'une exclusion de l'IATA, une première fois en 2016. En 2018, la compagnie a été de nouveau écartée. Une exclusion qui se justifie, précisons pour des raisons d'ordre financier et technique ou le défaut de paiement et qui entraîne notamment le blocage de l'émission des billets d'une compagnie aérienne à travers le Billing Settlement Plan (BSP) et l'IATA Clearing House. L'intégration au sein de ces deux entités importantes du transport aérien international est d'une importance particulière pour la compagnie aérienne nationale car elle permet de faciliter les transactions entre les compagnies aériennes et les agences de voyage. Cette réintégration constitue également une garantie de visibilité de Madagascar Airlines sur le marché mondial. Désormais, il est possible d'effectuer des vols vers des destinations comme Antananarivo ou Nosy-Be à travers un large réseau d'agences de voyages affiliées au BSP, ce qui couvre 70 à 90% du marché. En tout cas, avec le Certificat de Transport Aérien (CTA) héritée d'Air Madagascar et sa licence d'exploitation, Madagascar Airlines dispose grâce à cette réintégration au sein de l'IATA de tous les dispositifs réglementaires

pour lui permettre d'afficher sa présence sur le marché de l'aviation civile internationale. Cette éligibilité découle par ailleurs des bonnes performances de Madagascar Airlines qui a passé avec succès la certification IOSA ou IATA Operational Safety Audit qui est une procédure destinée à faire valider, par un organisme agréé indépendant, la conformité du système qualité d'une organisation aux normes ISO 9000 ou à un référentiel de qualité officiellement reconnu. La certification donne aux contractants et au public, l'assurance qu'un produit, un processus ou un service est conforme à des exigences de qualité déterminées et que l'organisation certifiée respectait ce système qualité lorsque l'organisme de certification a effectué sa validation.

Phénix 2030. Cette réintégration intervient au moment où Madagascar Airlines est en pleine réalisation de son plan de redressement Phénix 2030. Un plan qui est passé notamment par la suspension du réseau international jugé à perte pour la compagnie qui se contente pour le moment du réseau intérieur qu'elle entend renforcer. Grâce notamment au renforcement de la flotte qui sera dotée d'ici peu de quatre nouveaux ATR 72-500. Pour l'acquisition de ces appareils, la compagnie a bénéficié d'une garantie souveraine de l'Etat. Au niveau de sa gestion interne, Madagascar Airlines poursuit également son processus de digitalisation, notamment par le renouveau du site web et la mise en place du système de revenu du management ainsi que la modernisation de l'infrastructure IT. On rappelle que le Plan Phénix 2030 nécessite un financement de 100 millions de dollars pour sa mise en œuvre. Un prêt de 20 millions de dollars a été déjà accordé par la Banque mondiale et l'Etat actionnaire a apporté son appui à travers un accord pour avancer ces fonds. Des financements auprès de bailleurs de fonds sont également prévus. Bref, Madagascar est en train de mobiliser tous les moyens pour lui permettre de retrouver son envol vers un avenir meilleur.

Industrie pétrolière et gazière : Impératif pour combattre la pauvreté énergétique

ANTSA R. | 09 JUILLET 2024 | MIDI MADAGASIKARA

A lors que les autres continents s'engagent résolument dans la transition énergétique, la question de l'exploitation des ressources pétrolières et gazières en Afrique demeure cruciale.

L'abandon prématuré de cette industrie semble, non seulement irréaliste, mais aussi profondément injuste, compte tenu des défis énergétiques actuels, pour le continent africain qui détient un potentiel énorme en hydrocarbures. C'est ce qu'ont soutenu les membres de la délégation malgache, présente à l'Africa Energy Forum (AEF) 2024, qui s'est tenu à Barcelone du 25 au 28 juin dernier. Madagascar était représenté, entre autres, par le ministre des Mines Olivier Rakotomalala, le ministre de l'Energie et des Hydrocarbures, Olivier Jean-Baptiste et le DG d'OMNIS (Office des mines nationales et des industries stratégiques), Nantenaina Rasolonirina. Certes, Madagascar n'est pas le seul pays à subir une crise énergétique. La réalité est frappante : 600 millions d'Africains vivent encore sans accès à l'électricité. Ceux qui ont la chance d'en avoir sont souvent confrontés à des coupures de courant pouvant durer jusqu'à 15 heures par jour. Cette situation de pauvreté énergétique entrave non seulement le développement économique mais affecte également la qualité de vie de millions de personnes à travers le continent.

Potentiel inexploité

Madagascar, comme de nombreux autres pays africains, possède d'immenses réserves de pétrole et de gaz. « Ne pas développer cette industrie serait une injustice pour une population qui lutte quotidiennement pour accéder à une énergie abordable », ont soutenu les membres de la délégation malgache. Pour eux, il est impératif de tirer parti de notre potentiel énergétique pour pallier la pauvreté énergétique et stimuler le développement économique.

Cependant, la transition énergétique est inévitable et souhaitable, mais elle doit se faire de manière juste et équitable. Actuellement, l'Afrique manque de mécanismes de financement pour soutenir cette transition tout en répondant à ses besoins énergétiques immédiats.



La priorité devrait être de développer l'industrie pétrolière et gazière pour garantir une énergie abordable et fiable à court terme, tout en élaborant des stratégies pour une transition énergétique durable à long terme. Pour de nombreux participants africains à l'AEF, il est temps de plaider en faveur de l'industrie pétrolière et gazière en Afrique, non pas en opposition à la transition énergétique, mais comme un moyen d'assurer une transition équitable et viable. Selon eux, ignorer ces ressources revient à condamner des millions d'Africains à continuer de vivre dans l'obscurité et à freiner le développement de tout un continent.

Coopératives en éveil : Une transformation économique espérée par les paysans

ANTSA R. | 09 JUILLET 2024 | MIDI MADAGASIKARA

La Journée internationale des coopératives (JIC 2024) a résonné d'espoir et d'engagement, alors que des milliers de paysans malgaches voient en cette journée le symbole d'une transformation potentielle de leur vie quotidienne et économique.

Sous le thème « Les coopératives construisent un avenir meilleur pour tous », l'événement a réuni des représentants gouvernementaux, des membres de coopératives et des acteurs économiques pour célébrer et discuter des avancées et des défis liés à ce modèle économique. Le ministre de l'Industrialisation et du Commerce, Edgard Razafindravahy, a inauguré la cérémonie officielle de la JIC à Antaninarenina, le vendredi 5 juillet dernier, mettant en avant les efforts continus pour améliorer le cadre légal

et financier des sociétés coopératives. Ces efforts, selon le ministre, s'inscrivent dans la vision du président de la République pour un développement industriel inclusif à Madagascar. Le ministre a également souligné le lien étroit entre la promotion des coopératives et le programme ODOF (One District One Factory), qui vise à doter chaque district et commune de machines industrielles. « Les paysans se regroupent en coopératives, produisent dans leurs localités et vendent leurs produits au niveau des

pépinières industrielles mises en place dans le cadre du programme ODOF », a-t-il expliqué. Actuellement, huit coopératives ont été sélectionnées pour exploiter ces machines dans divers districts, un chiffre qui devrait augmenter à mesure que le programme se développe.



Perspectives

Malgré les avancées, les représentants des coopératives présents lors de la célébration ont exprimé leurs besoins et attentes. Ils ont sollicité une plus grande facilité d'accès au programme ODOF, ainsi qu'une meilleure compréhension des règles régissant les coopératives. La demande pour des appuis supplémentaires en renforcement de capacité technique et des formations a également été un point central des discussions. Ces coopératives voient également grand et souhaitent adhérer à l'Alliance Internationale Coopérative, une affiliation

qui pourrait leur ouvrir de nouvelles opportunités et marchés, leur permettant de transcender les frontières locales et d'intégrer l'économie mondiale.

En croissance

Selon les données du ministère de l'Industrialisation et du Commerce (MIC), Madagascar compte actuellement 3 759 sociétés coopératives, regroupant un total de 74 379 membres. Ces coopératives sont actives dans divers secteurs d'activité, contribuant significativement à l'économie locale et nationale. En outre, le programme ODOF a déjà permis la création de 59 pépinières industrielles dans 53 districts, transformant des produits agricoles tels que les fruits, le miel, l'arachide, le soja, les tomates et le manioc. Les coopératives bénéficient d'un avantage considérable en accédant directement aux marchés sans intermédiaires, ce qui ouvre des perspectives d'exportation de produits comme la vanille et le girofle.

Mobilisation

La célébration de la JIC 2024 a été marquée par des événements organisés par les directions régionales du MIC dans 23 régions de Madagascar. Cette mobilisation nationale vise à mettre en lumière l'importance des coopératives dans le développement socio-économique local et à encourager plus de paysans à adopter ce modèle. Bref, la Journée internationale des coopératives 2024 a servi de plateforme pour réaffirmer l'engagement du gouvernement malgache envers le développement des coopératives et pour écouter les aspirations des paysans. Avec un soutien accru et des politiques favorables, les coopératives pourraient bien être la clé d'un avenir plus prospère pour les agriculteurs malgaches, transformant non seulement leurs vies mais aussi l'économie du pays tout entier.

Produits de première nécessité - Le prix de la farine reste stable

ITAMARA RANDRIAMAMONJY. | 10 JUILLET 2024 | L'EXPRESS DE MADAGASCAR

Le prix de la farine sur le marché local ne connaît pas de hausse et ne dépassera pas les 3 500 ariary le kilo, selon le ministère de l'Industrialisation et du Commerce.

D'après Andrianina Randriamiramahefa, directeur du Commerce Intérieur, « le sac de farine de cinquante kilos coûte 145 000 ariary à la sortie des usines locales. Associés aux autres coûts, comme le transport, le prix de la farine ne devrait pas dépasser les 3 500 ariary à Antananarivo. » Ce prix est inférieur à celui de la farine importée, qui, en raison des perturbations du fret maritime et des comportements spéculatifs, peut atteindre jusqu'à 200 000 ariary le sac de cinquante kilos. Les consommateurs auront néanmoins accès à toutes les variétés de farine sur le marché, avec une prédominance de la farine locale.

Cette année, près de 175 000 tonnes de farine ont été produites par les usines locales, notamment les minoteries de l'océan Indien à Toamasina et la minoterie d'Andranomanelatra à Antsirabe. Cette production couvre 75% des besoins locaux, et assure la disponibilité de cette denrée de première nécessité, écartant tout risque de pénurie.

Le directeur du Commerce Intérieur assure que la disponibilité de la farine locale élimine le risque de flambée des prix. Les

boulangers, principaux consommateurs de farine affirment être rassurés par cette stabilité.

Autosuffisance

Selon le président de l'association des boulangers professionnels de Madagascar, « le prix de la farine locale n'a pas changé depuis des mois et restera stable. » Cette association regroupe la majorité des boulangers du pays, pour qui le prix de la farine influence celui des baguettes traditionnelles.

Les estimations de production indiquent que le pays pourrait atteindre l'autosuffisance en farine d'ici à la mi-2025, une excellente nouvelle pour la production locale et les ménages. La réduction de la dépendance aux importations est une priorité de l'État, notamment avec le projet « One District, One Factory ». Différentes lignes de production ont été installées dans plusieurs districts pour encourager la production locale. À ce jour, cinq usines de transformation de manioc en farine ont été installées à Mahanoro, Ambovombe, Ihosy, Amboasary Sud et Ifanadina. Produire localement offre des avantages tant pour les consommateurs que pour les producteurs, avec des prix de vente plus abordables et une satisfaction des besoins locaux.

Politique énergétique - Le défi de la cuisson propre

ITAMARA RANDRIAMAMONJY. | 10 JUILLET 2024 | L'EXPRESS DE MADAGASCAR

Augmenter jusqu'à 20 % l'utilisation des énergies vertes pour la cuisson propre. C'est ce que la Grande île ambitionne d'atteindre d'ici à 2030. Une tâche qui se doit de passer par le dialogue public-privé, si l'on en croit les premières informations qui ont été lancées lors d'un atelier sur la cuisson propre qui a débuté lundi à Antaninarenina. Durant les discussions, il a été démontré la nécessité de passer par les partenariats publics-privés (3P) pour réussir ce « tour de force » qui est de faire baisser progressivement l'utilisation du charbon de bois pour passer à la cuisson propre.

« Pour atteindre nos objectifs, il faut établir un plan d'action concis. C'est pour cela que des consultations sont effectuées auprès des membres du Madagascar Clean Cooking Initiative, afin d'en soumettre les résultats au conseil du gouvernement », indique le ministère de l'Énergie. Entre 2005 et 2010, la couverture forestière de l'île est passée de 9,4 à 9,2 millions d'hectares. La Grande île dispose de l'un des taux de déforestation les plus élevés, dont 20 % de ces phénomènes sont dus à l'utilisation de combustibles issus de la biomasse pour la cuisson. Pourtant, la cuisson propre a toujours été le parent pauvre des politiques d'accès à l'énergie. Maintenant, il s'agit d'un des enjeux de la décennie.

Mais comme Rome ne s'est pas faite en un jour, le pays doit encore concilier la sauvegarde de sa biomasse et de son patrimoine naturel avec la lutte contre la pauvreté.

Pourtant, il ne suffit pas de supprimer l'utilisation des combustibles issus de la biomasse. Les problèmes sont beaucoup plus complexes et les solutions peuvent être aussi variées. Parmi celles-ci, il y a par exemple l'accompagnement de la production de bois-énergie.



Selon le Cirad, près de 90 % de la population malgache utilise encore le bois et le charbon de bois comme énergie domestique. Le Cirad envisage de développer les plantations forestières pour produire du bois-énergie. « Les chercheurs estiment qu'entre trente et soixante mille hectares de forêts naturelles sont épargnés chaque année grâce aux plantations à vocation de bois-énergie dans la seule région d'Antananarivo », indique-t-on.

Projet ODOF : Convention stratégique et charte de responsabilité signées

ANTSIA R. | 10 JUILLET 2024 | MIDI MADAGASIKARA

Un service de maintenance standardisé des machines et une optimisation de la commercialisation des produits des unités industrielles du projet ODOF (One district One factory) seront assurés grâce au partenariat signé avec US Okes Pty Ltd.

Un pas de géant vers l'industrialisation locale a été franchi lundi dernier. Le ministère de l'Industrialisation et du Commerce de Madagascar, représenté par le ministre Edgard Razafindravahy, a signé une convention-cadre de partenariat avec la société sud-africaine Us Okes Pty Ltd. Cette alliance stratégique, inscrite dans le cadre du projet One District One Factory (ODOF), marque une nouvelle ère pour l'industrie malgache. Selon les présentations faites lors de la cérémonie de signature, le programme ODOF vise à doter chaque district de Madagascar d'une unité industrielle dédiée à la transformation locale. Ce projet ambitieux a pour objectif de répondre aux besoins de la population, de stimuler la croissance économique et de créer des emplois locaux tout en valorisant les ressources locales. À ce jour, plus de 57 unités industrielles ont été déployées à travers le pays.

Modernisation

Jusqu'à présent, les unités octroyées par l'État avaient tendance à se dégrader pour finir en mauvais état, faute de maintenance et d'entretiens standardisés. De plus, l'absence de stratégie claire pour la commercialisation locale ou internationale des produits limitait leur impact économique. La nouvelle convention de partenariat avec Us Okes Pty Ltd, spécialisée en gestion logistique et maintenance industrielle, promet de changer la donne. La convention garantit un service de qualité et standardisé pour la maintenance et l'entretien des unités industrielles ODOF. Grâce à l'expertise de Us Okes Pty Ltd, ces unités bénéficieront d'un fonctionnement optimal et pérenne. Par ailleurs, la commercialisation des produits ODOF est également une priorité. Une centrale d'achat et de distribution sera mise en place à Antananarivo, offrant aux consommateurs malgaches un accès direct aux produits issus des unités industrielles et facilitant les exportations.

Engagement

Une charte de responsabilité a été signée par les bénéficiaires des unités ODOF. Cette charte établit leurs obligations, notamment le respect des normes de qualité,

l'utilisation des matières premières locales issues des coopératives, et l'obtention des autorisations nécessaires pour la commercialisation des produits. Cet engagement garantit la pérennité des unités industrielles et le respect des standards de qualité. Bref, ce projet symbolise un engagement fort pour un développement industriel durable dans chaque district de Madagascar. En partenariat avec Us Okes Pty Ltd, le ministère de l'Industrialisation et du Commerce s'assure que les unités industrielles ODOF

deviennent des moteurs durables de croissance économique locale. En créant des emplois et en valorisant les ressources locales, ce partenariat stratégique promet un avenir prospère pour l'industrialisation malgache. Certes, la signature de cette convention-cadre de partenariat et de la charte de responsabilité marque un tournant décisif pour le projet ODOF, offrant des perspectives prometteuses pour le développement industriel de Madagascar.

Digitalisation de l'agriculture : Madagascar adopte la blockchain dans le domaine du bio

NAVALONA R. | 06 JUILLET 2024 | MIDI MADAGASIKARA

La blockchain est une technologie révolutionnaire de dernière génération qui s'applique à tous les secteurs d'activité en vue de connaître la transparence de toutes les transactions.

Madagascar a déjà adopté cette technologie innovante dans le domaine de l'agriculture biologique. Dans le cadre de cette digitalisation de l'agriculture, la blockchain sert ainsi d'outil de traçabilité numérique tout au long de la chaîne de valeur alimentaire depuis la plantation agricole jusqu'à l'assiette des consommateurs, a-t-on appris. L'adoption de cette technologie permettra également de mieux se conformer aux exigences des clients internationaux soucieux de l'origine des produits qu'ils consomment à travers le concept d'une consommation responsable au bénéfice du développement durable. En effet, « un produit déclaré naturel n'est pas forcément bio. Ce qui nécessite une certification valable à l'international », selon les explications d'un acteur opérant dans la filière bio.

premières à appliquer la blockchain dans la production de vanille certifiée biologique, a-t-on appris.

Explorer en Corée du Sud

Toujours dans le cadre de la digitalisation de l'agriculture, une délégation conduite par la Secrétaire générale du ministère de l'Agriculture et de l'Élevage, Fanja Raharinomena, s'est rendue tout récemment en Corée du Sud en vue d'explorer l'utilisation de la blockchain. Ce pays est réputé pour son avancée technologique en la matière. Il s'agit d'une mission conjointe avec la Banque mondiale, intitulée « A Reverse Roadshow to Korea » ou « Une tournée inversée en Corée ». En effet, Madagascar, confronté à des défis politiques, climatiques et économiques persistants, cherche à renforcer son secteur agricole via des partenariats technologiques innovants. Dans ce contexte, le projet de Productivité et Résilience des Moyens de Subsistance Ruraux (RIZ PLUS) sous la tutelle de ce département ministériel, financé par la Banque mondiale, ambitionne d'introduire des technologies agricoles intelligentes et des programmes de bons électroniques basés sur la blockchain dans le cadre de la dotation d'intrants agricoles aux producteurs bénéficiaires. Il s'agit notamment des engrais et des semences. Ce nouveau mécanisme promet ainsi de révolutionner le système actuel de bons papiers, souvent inefficace et difficilement traçable, a-t-on évoqué

Système de Vouchers digitalisés

L'objectif de cette mission de la délégation malgache en Corée du Sud vise notamment à explorer les avancées de la blockchain dans la gestion efficace et sécurisée des dotations d'intrants agricoles via des systèmes de vouchers ou bons digitalisés. Elle a eu l'occasion de rencontrer des institutions gouvernementales et régulatrices ainsi que des entreprises technologiques et start-ups spécialisés dans le domaine de la blockchain. D'aucuns reconnaissent l'avantage de l'adoption de cette technologie innovante dans le secteur agricole. À titre d'illustration, cela permet d'assurer l'immutabilité des données, la traçabilité et la sécurité renforcée protégeant les vouchers contre la falsification et les fraudes. La réduction des coûts, l'automatisation des transactions, l'interopérabilité entre différents systèmes, l'amélioration de la confidentialité, ne sont pas en reste.



Deux entreprises malgaches

Il est à noter que bon nombre de grandes surfaces dans le monde exigent de leurs pays fournisseurs, dont Madagascar, l'adoption de la blockchain. Selon le rapport de Juniper Research, un des principaux cabinets d'analyse spécialisé dans l'identification et l'évaluation des secteurs de marché à forte croissance au sein de l'écosystème numérique, cette technologie permettrait d'économiser environ 31 milliards USD par an en matière de fraudes alimentaires dans le monde d'ici 2024. En effet, les falsifications seraient largement réduites. Cette technologie innovante commence à être vulgarisée en Afrique pour ne citer que le Kenya et l'Ouganda. À Madagascar, deux entreprises malgaches, à savoir Sahanala et Biovanilla sont les

Anosy : le Port d'Ehoala fête ses 15 ans d'activités

ARH. | 10 JUILLET 2024 | LES NOUVELLES

Ouvert au public le 8 juillet 2009, cela fait déjà 15 ans que le port d'Ehoala dans la région Anosy, tourne à plein régime.

Selon QIT Madagascar Minerals (QMM), « Jusqu'en mars 2024, le port d'Ehoala a enregistré 1.394 escales et accueilli 1.182 navires publics, 219 navires minéraliers et 68 navires de croisière, transportant un total de 51.457 croisiéristes ».

Pour Anosy, le port d'Ehoala est un moteur du développement économique, créant des emplois et développant

des compétences. Il a également attiré cinq investisseurs à Ehoala Park et contribué à des projets d'énergie renouvelable, comme un grand parc solaire et le premier parc éolien de Madagascar. Le port a même favorisé le retour des touristes de croisière.

Les festivités du 15^e anniversaire ont débuté le 8 juillet avec une marche maritime depuis les 4 chemins Ampamakiambato jusqu'au port. « De nombreux autres événements sont prévus pour marquer cet anniversaire », indique QMM.

Internet par satellite - l'ARTEC recommande la prudence

ITAMARA RANDRIAMAMONJY. | 11 JUILLET 2024 | L'EXPRESS DE MADAGASCAR

Depuis au moins un mois, les internautes se sont rués sur les équipements et offres Starlink. Sur les réseaux sociaux et cercles fermés d'utilisateurs, ils sont nombreux à avoir déjà reçu leur commande de boîtiers et d'adaptateurs pour utiliser Starlink. Le ressenti général est un satisfecit. Néanmoins, l'Autorité de régulation des télécommunications (Artec) incite les usagers des services Internet à la prudence, en les aiguillant vers le site web officiel de Starlink pour acheter leurs équipements. « Pour ceux qui envisagent de s'abonner prochainement (à Starlink, NDLR), l'Artec vous conseille vivement de passer exclusivement par le site web officiel de Starlink », exhorte l'Artec dans un communiqué publié hier soir. Cette autorité indique par ailleurs que la vigilance est de mise actuellement.

L'Artec souligne que des usagers ont déjà eu recours à l'achat et à la souscription à certaines offres Starlink depuis l'extérieur. « Certains d'entre vous ont pu profiter à l'avance des services de Starlink grâce à l'achat de boîtiers et à la souscription à un abonnement depuis l'extérieur. D'autres ont acheté leurs boîtiers et leur abonnement via un revendeur non agréé par Starlink », constate l'Artec, qui garde un œil attentif et « soucieux » sur

l'évolution du marché des Télécommunications. Il s'agit d'ailleurs de ses attributions.



Ainsi, l'Artec invite les usagers, surtout ceux qui ont acheté à l'extérieur ou via un intermédiaire « à basculer dès que possible vers un abonnement direct à Starlink en passant par leur site, jusqu'à ce que les revendeurs agréés soient annoncés par la société elle-même ». Cela, pour éviter des désagréments aux internautes, comme les coupures intempestives de la connexion internet.

Pépinière industrielle - Le projet ODOF sortira Atsimo-Andrefana de la pauvreté

MIOTISOA MARE | 11 JUILLET 2024 | L'EXPRESS DE MADAGASCAR

Quatre districts de la région Atsimo-Andrefana démarreront bientôt les unités industrielles du projet One District One Factory (ODOF). Des activités parallèles et connexes sont attendues.

Dernière ligne droite dans le traitement administratif des dossiers retenus pour exploiter les unités de transformation industrielle mises en place dans la région Atsimo-Andrefana par le ministère de l'Industrialisation et du Commerce. Quatre unités sont disponibles depuis le mois d'août 2023 et sont destinées à être opérationnelles dans les districts d'Ampanihy, Morombe, Toliara I et Toliara II.

« Le traitement des appels à manifestation d'intérêt a connu un certain retard en effet », reconnaît le directeur régional de l'Industrialisation et du Commerce pour la région Atsimo-Andrefana, Jocelin Razafinimaro, qui a pris les rênes de la direction en février 2024.

« Les trois meilleures offres de gestion et d'exploitation des unités de transformation industrielle par district

reçues après les appels à manifestation d'intérêt passent au niveau du comité d'observation du ministère central. La liste issue du choix final sera connue incessamment », ajoute le directeur. Une unité de transformation de chips sera ainsi exploitée par l'entreprise choisie dans le district de Toliara I. Des pâtes nouilles seront produites à partir de l'unité de transformation destinée pour Toliara II. Ampanihy sera doté d'une unité de transformation d'arachide et pourra ainsi produire de l'huile végétale. Le district de Morombe aura sa propre unité de production de farine de grains secs.

Coopératives

« Les opérateurs expérimentés dans ces matières ne manquent pas dans la région Atsimo-Andrefana. Ce sera bientôt un début industriel prometteur pour la région Atsimo-Andrefana », rassure le directeur régional du Commerce et du développement industriel. D'autres activités parallèles et connexes fleuriront d'ici peu, notamment avec la mise en œuvre effective du Projet de transformation agro-industrielle du Sud-ouest (PTASO). Selon les explications, ce projet gouvernemental attirera les

investisseurs locaux. Des projets de sucrerie, d'huilerie, de transformation de produits de pêche, de production de farine de grains secs sont attendus pour faire partie intégrante du projet PTASO.

En revanche, le projet ODOF ne pourra prendre forme sans les coopératives. Les coopératives constituent la pierre angulaire du projet ODOF car elles font partie du contrat tripartite de mise en œuvre avec le ministère et les opérateurs. Elles assurent l'approvisionnement périodique et sécurisé des matières premières pour les ODOF et le futur PTASO. La journée internationale des coopératives, qui s'est déroulée le 5 juillet dernier, a justement éclairé les cent trente-cinq coopératives existantes dans l'Atsimo-Andrefana lors d'un atelier d'informations à la Chambre de commerce et d'industrie de Toliara. « C'était par ailleurs une opportunité pour expliquer les textes sur le nouveau concept de la société coopérative dont le décret d'application sortira incessamment », souligne l'interlocuteur. La mise sur pied effective du projet ODOF constitue un grand défi pour la région Atsimo-Andrefana, qui espère ne plus être un cimetière de projets.

Conjoncture : Renforcement graduel de la croissance économique à partir de 2024

R. EDMOND. | 11 JUILLET 2024 | MIDI MADAGASIKARA

La tâche du prochain gouvernement pour le redressement économique ne sera pas facile. Mais la croissance sera quand même au rendez-vous.

Le mémorandum de politiques économiques et financières 2024-2027 table sur un renforcement graduel du rythme de croissance à partir de 2024.



Plus lente

Côté bilan tout d'abord, le dernier gouvernement du Premier ministre Christian Ntsay s'en est plus ou moins bien sorti avec une croissance légèrement revue à la baisse pour des raisons internes et externes. « La croissance économique a été légèrement inférieure aux projections initiales avec une reprise plus lente que prévu après la pandémie et plusieurs désastres naturels d'origine climatique, tandis que l'inflation a dépassé les prévisions du fait de la forte

augmentation des prix des matières premières, notamment ceux de l'alimentation et de l'énergie. Le déficit budgétaire primaire intérieur a dépassé les objectifs fixés en 2022 et 2023 en raison des difficultés rencontrées dans la collecte des recettes fiscales intérieures, liées notamment à la chute des prix de la vanille, aux difficultés de trésorerie des entreprises publiques et aux problèmes de paiement de TVA des sociétés pétrolières, de retards dans la mise en œuvre de certaines réformes, et d'un différend entre l'Etat et les distributeurs pétroliers. Malgré tout, le taux de pression fiscale (recettes fiscales et douanières nettes/PIB) a augmenté de 1,3 point de pourcentage en trois ans atteignant 11,2% du PIB en 2023. La dette publique totale a augmenté, passant de 51,9% du PIB à fin 2020 à plus de 55% du PIB en 2023. Le niveau des réserves internationales demeure adéquat ». L'appui du FMI qui s'est manifesté par le dernier programme financé par la Facilité Élargie de Crédit (FEC) conclu en 2021 témoigne de l'effectivité des réformes attendues. Malgré une succession de chocs, le programme approuvé par le FMI en 2021 a permis d'initier un certain nombre de réformes structurelles. En effet, « quatre revues sur les six prévues par le programme ont été réalisées ; les conclusions de la quatrième revue ont été approuvées par le Conseil d'administration du FMI au mois de juin 2023 en ligne ».

660 millions de dollars.

Ces efforts de réformes ont d'ailleurs été reconnus et récompensés par le FMI qui a récemment approuvé deux importants programmes. À savoir la nouvelle Facilité Élargie de Crédit et la Facilité pour la Résilience et la Durabilité d'un montant total de 660 millions de dollars pour une durée de trois ans. « Ces nouveaux arrangements doivent permettre d'accélérer les efforts de réforme, d'affirmer la stabilité macroéconomique en contribuant à la fois au financement du budget et au renforcement des réserves de change, et de soutenir les efforts de Madagascar dans la lutte contre le changement climatique ». La croissance devrait s'établir à 4,5% en 2024 et s'accroître progressivement pour dépasser 6% à moyen terme. Et ce, grâce à la mise en œuvre de la Politique générale de l'Etat (PGE) prévoyant de nouvelles réformes structurelles et un renforcement de la résilience aux chocs climatiques. Des réformes qui passeront cependant par des mesures inévitables mais qui pourraient faire mal au pouvoir d'achat du citoyen. On peut citer, entre autres, la révision à la hausse des prix des carburants.

Mécanisme automatique

En effet, le gouvernement s'est engagé dans le programme FEC à mettre en œuvre un mécanisme automatique d'ajustement des prix des carburants. Et ce pour éviter de nouvelles accumulations d'arriérés aux pétroliers provoqués par la différence entre les prix réels bien plus élevés que les prix à la pompe et qui obligent l'État à subventionner les carburants. Le mécanisme automatique de détermination des prix du carburant a ainsi pour objectif principal de limiter l'écart entre les prix moyens appliqués à la pompe (PMAP) et les prix de référence calculés (PRC) par l'Office Malgache des Hydrocarbures (OMH), qui sont une approximation des prix de marché. Normalement la première révision des prix des carburants devrait avoir lieu dans les prochaines semaines puisque les textes réglementaires relatifs à l'administration des prix sont renouvelés à chaque semestre. Les consommateurs devraient cependant se rassurer puisque pour amortir le choc d'une hausse brutale des prix à la pompe, le gouvernement a opté pour un système de lissage de type « bande de prix ». Un système qui permet un changement mensuel plafonné à 200 ariary par litre, aussi bien à la hausse qu'à la baisse. Un moindre mal en somme pour les consommateurs, mais qui permettra de réduire les dépenses de subventions et de les allouer à d'autres priorités socio-économiques.

Analanjirifo : Début de la campagne de vanille

ARH. | 11 JUILLET 2024 | LES NOUVELLES

La campagne de commercialisation de la vanille verte pour la saison de récolte 2024 a débuté hier dans la zone littorale de la Région Analanjirifo. Les dates d'ouverture pour les autres zones sont fixées au 24 juillet, pour la zone intermédiaire et au 27 juillet pour la zone haute altitude. Toute vente de vanille avant ces dates est strictement interdite, à l'exception des cas où la vanille atteint une

maturité précoce, nécessitant alors une autorisation préalable du chef fokontany pour la cueillette et la préparation. Il est également prévu que la commercialisation de la vanille préparée débutera 90 jours après le début de la commercialisation de la vanille verte dans chaque zone respective, soit trois mois après.

Programme Holi'Dev : Des vacances numériques pour les enfants avec Telma

ARH. | 11 JUILLET 2024 | LES NOUVELLES

A l'occasion de ses 20 ans de privatisation, Telma Madagascar poursuit son ambition de transformer chaque Malgache en citoyen du monde digital. Après le lancement du programme « e-Jery », qui initie les enfants défavorisés au numérique, l'entreprise dévoile « Holi'Dev », destiné aux enfants ayant obtenu leur CEPE, durant les vacances scolaires ; Holi'Dev sera développé en collaboration avec Coder Dojo, une ONG renommée pour ses activités dans les collèges d'enseignement général et lycées publics d'Antananarivo et d'autres régions de Madagascar. Coder Dojo, connu pour le projet Coder Bus, continue d'initier les enfants à

l'informatique de manière itinérante. Cette fois, l'organisation offrira une initiation au coding et à la programmation, des compétences essentielles pour comprendre l'évolution du monde numérique. Les formations se tiendront en juillet et août à la Maison du Numérique Ambatonakanga. En enseignant aux enfants le coding et la programmation, Telma leur donne les outils nécessaires pour devenir les innovateurs de demain, offrant un avantage significatif dans leur parcours académique et professionnel. A travers e-Jery et Holi'Dev, Telma s'engage à lutter contre la fracture numérique dans la Grande île.

Responsabilité sociétale - L'investissement dans l'environnement encouragé

ITAMARA RANDRIAMAMONJY. | 12 JUILLET 2024 | L'EXPRESS DE MADAGASCAR

Le salon de la Responsabilité Sociétale des Entreprises et des Initiatives de Développement Durable a ouvert ses portes hier pour sa neuvième édition. Il s'agit du rendez-vous des entreprises qui se mettent au vert.

Engagement. Ils sont plus de soixante-dix exposants dans divers secteurs d'activité à être présents à la neuvième édition du salon RSE et IDD. Il a ouvert ses portes depuis hier au Novotel Alarobia. Rendez-vous des entreprises qui se mettent ou passent au vert, l'événement, au fil des années, est devenu un véritable baromètre pour mesurer l'engagement et l'adhésion des entreprises aux initiatives vertes.

L'État soutient les entreprises et les investissements, dans son rôle de partenaire du secteur privé. Des structures ont été mises en place pour épauler les entreprises et valoriser cette « culture de la RSE » chez elles. Parmi ces structures figure la récente loi sur les investissements. Adoptée par le parlement en 2023, cette législation définit les responsabilités sociales et environnementales des investisseurs.

« En conformité avec la législation en vigueur, tout investisseur et toute société objet d'un investissement tiennent compte des normes reconnues en matière de responsabilité sociétale de l'entreprise, dans leurs politiques et pratiques commerciales », peut-on lire au premier alinéa de cet article.

Soutien

Depuis hier et jusqu'à ce jour, les expositions ainsi que les différentes conférences se tiendront pour aiguillonner les entreprises et sociétés à adhérer à la RSE, ainsi qu'aux initiatives et pratiques durables.

Selon Vahinisoa Ranoelimanana, secrétaire générale du ministère de l'Industrialisation et du Commerce, l'État soutient

la démarche RSE. Il pousse même les entreprises à l'effectuer : « Nous encourageons les entreprises à s'investir dans la RSE. Avec sa volonté d'améliorer le climat des affaires, l'État malagasy s'est engagé à travers cette loi. Dans son élaboration, il a été fortement apprécié la participation des secteurs publics et privés pour fixer ensemble des actions pour matérialiser la RSE », a-t-elle confié hier, en marge de l'ouverture du salon.



Le ministre de l'Environnement et du Développement durable, quant à lui, a mis l'accent sur l'aspect impératif de se lancer dans ces bonnes pratiques pour les entreprises. « Accélérer les engagements des entreprises est devenu plus pertinent que jamais. Nous sommes confrontés à une triple crise globale dont la dégradation de l'environnement, la pollution et le changement climatique », s'est exprimé Max Andonirina Fontaine.

Trophée des jeunes entrepreneurs - Randja Ranaivozanany lauréat de l'édition 2024

ITAMARA RANDRIAMAMONJY. | 12 JUILLET 2024 | L'EXPRESS DE MADAGASCAR

Les jeunes entrepreneurs de cette année sont connus. Les lauréats des trophées octroyés par la BNI Madagascar pour le concours de jeunes entrepreneurs ont été dévoilés hier. Ils sont quatre à avoir gagné le cœur du jury et à avoir remporté des trophées, que ce soit le TJE Croissance plus, le TJE Startup et les coups de cœur respectifs de ces catégories. Dans la catégorie de Trophée jeune entrepreneur Croissance plus (TJE Croissance plus), c'est un lot de 100 millions d'ariary de crédit à taux zéro pour la première année qui a été attribué au lauréat, Randja Ranaivozanany. Il est le gérant de Foodmark Sarl, opérant dans la restauration collective et il est également à la tête d'un service traiteur. Il compte développer sa société avec de multiples enjeux, notamment l'industrialisation du processus de production et l'élargissement

de son marché au niveau national. Cela requiert beaucoup d'investissements, explique-t-il.

Dans la catégorie Startup TJE, c'est Landry Tsisatrana qui a été primé, gérant et fondateur de Cycle co. Il a reçu, pour sa part 50 millions d'ariary de crédit à taux zéro pour la première année, avec un concept de « véhicules motorisés qui ne dépendent plus des énergies fossiles. Ils possèdent avec eux un panneau solaire pour utiliser l'énergie électrique à des fins domestiques ». Cette édition du TJE a été placée sous le thème « faites rayonner vos idées ». Le concours a été lancé le 15 février dernier à la maison de l'entrepreneuriat, rassemblant différents candidats de différents horizons. TJE Croissance plus s'adresse aux entreprises existantes ayant un chiffre d'affaires minimum de 60 millions d'ariary et démontrant un fort potentiel de croissance.

Infrastructures routières : Réhabilitations urgentes face à l'asphyxie de l'économie rurale

ANTSAR. | 12 JUILLET 2024 | MIDI MADAGASIKARA

L'état des routes dans les zones de production agricole est déterminant pour le développement local. Face à l'enclavement de près de 70% des zones rurales, les experts annoncent la nécessité de la mise en œuvre de solutions urgentes.

Célèbre pour sa biodiversité unique et ses paysages pittoresques, Madagascar fait face à des défis au niveau de ses infrastructures routières, qui demeurent un obstacle majeur au développement socioéconomique. Environ deux tiers des routes rurales sont impraticables, une situation qui plonge près de 17 millions de Malgaches dans l'isolement, en particulier pendant les saisons de pluies. Cette réalité a des répercussions profondes sur l'accès aux soins de santé, aux marchés et réduit considérablement le rendement agricole et l'engagement des paysans dans l'agriculture commerciale. Les routes impraticables constituent un frein significatif à la mobilité et à l'accès aux services essentiels pour les communautés rurales. Les habitants de ces zones isolées doivent souvent parcourir de longues distances à pied ou à dos d'animaux pour accéder aux soins de santé, une situation particulièrement périlleuse en cas d'urgences médicales.



De plus, l'accès limité aux marchés rend difficile la commercialisation des produits agricoles, entraînant des pertes économiques substantielles pour les agriculteurs. La dégradation des routes pendant les saisons de pluies aggrave encore la situation. Les chemins devenus boueux et glissants deviennent dangereux et impraticables, isolant davantage les communautés et limitant leur accès à des ressources vitales. Cette isolation réduit la volonté des paysans à s'engager dans l'agriculture commerciale, ce qui limite le potentiel de croissance économique dans ces régions.

Réhabilitations

Lors d'un atelier réunissant des experts sur les solutions à apporter à ce problème, plusieurs défis ont été évoqués. La réhabilitation et la gestion des infrastructures routières ont été identifiées comme des priorités, avec un soutien notable de la Banque mondiale. Cette institution financière internationale a déjà joué un rôle crucial en finançant des projets visant à améliorer les infrastructures routières et les ouvrages de franchissement.

Parmi les projets financés par la Banque mondiale figure le projet CASEF (Croissance agricole et sécurisation foncière), clôturé en juin dernier avec des résultats impressionnants et des retombées significatives. Ce projet a permis d'améliorer l'accès au marché pour les agriculteurs et de développer plusieurs chaînes de valeur, démontrant ainsi l'impact positif de la réhabilitation des routes sur l'économie locale. Les bénéficiaires du projet CASEF ont souligné l'importance de la réhabilitation des infrastructures routières pour l'économie des zones desservies. Un accès amélioré aux marchés permet aux agriculteurs de vendre leurs produits à des prix plus compétitifs, augmentant ainsi leurs revenus. De plus, des routes praticables facilitent l'approvisionnement en intrants agricoles et en équipements, favorisant une production plus efficace et durable.

Intégration

L'amélioration des infrastructures routières contribue également à l'intégration des zones rurales dans l'économie nationale, réduisant les disparités régionales et favorisant un développement plus inclusif. Avec près de 70% des routes impraticables, l'intervention dans ces infrastructures est donc nécessaire et devrait aboutir à des impacts importants pour l'économie locale. Selon notre source, la Banque mondiale reste prête à financer des projets visant à améliorer les infrastructures routières à Madagascar. Ces initiatives sont essentielles pour favoriser le développement socioéconomique de la Grande Île. En investissant dans des routes résilientes et adaptées aux besoins des communautés rurales, la Banque mondiale et ses partenaires peuvent aider à surmonter les défis de l'isolement et à ouvrir des opportunités de croissance économique durable pour les habitants de Madagascar.

MNDPT : Maîtriser la Data pour transformer Madagascar

ARH. | 12 JUILLET 2024 | LES NOUVELLES

Le ministère du Développement numérique, des Postes et des Télécommunications (MNDPT) organise les 11 et 12 juillet la « Journée de la Data Madagascar », sous le thème « Maîtriser la Data pour transformer Madagascar », diffusé en live streaming sur diverses plateformes digitales.

Les discussions s'articulent autour de thématiques d'actualités cruciales pour l'avenir du pays, notamment la transformation numérique, le partage du savoir et l'amélioration de la gouvernance. Réunissant des experts des secteurs public et privé, cette journée offre une plateforme

d'échange pour promouvoir l'innovation et les meilleures pratiques numériques.

Lors de son discours d'ouverture, le ministre Tahina Razafindramalo a mis en avant les opportunités que peut offrir « l'interopérabilité des données collectées par les ministères à travers la digitalisation ».

Le MNDPT propose diverses thématiques pour aider les ministères à comprendre les enjeux de cette interopérabilité, marquant ainsi un pas significatif vers la modernisation et l'efficacité du service public à Madagascar.

Investissement durable : investir dans le green pour stimuler l'économie

NAMBININA JAOZARA | 12 JUILLET 2024 | LES NOUVELLES

Trier les déchets n'est pas très glamour, et ce n'est pas non plus le métier le plus valorisé pour stimuler l'économie d'un pays. Cependant, l'investissement durable recèle un potentiel significatif. Il s'agit d'une philosophie d'investissement qui va au-delà des simples calculs de retour sur investissement. Les acteurs du secteur de l'environnement et du développement durable expliquent comment ce nouveau modèle économique représente l'avenir de la Grande Île.

L'investissement durable ou responsable se réfère à des stratégies visant à générer de la valeur à long terme pour les investisseurs, tout en favorisant un environnement plus sain, des communautés plus solidaires, et de bonnes pratiques de gouvernance d'entreprise. Ce concept inclut l'économie verte et l'économie circulaire. L'Afrique est particulièrement bien positionnée pour l'économie circulaire, car cette approche est ancrée dans sa culture.

Contrairement à certains pays occidentaux où le recyclage est un concept relativement récent, les pratiques de réutilisation sont déjà bien établies parmi les familles modestes africaines. Par exemple, les bouteilles en plastique sont souvent réutilisées pour vendre des jus de fruits, et les bidons jaunes servent de vases pour décorer les jardins. La valorisation des déchets, ou l'économie verte est bien ancrée dans la culture et commencent également à prendre place progressivement dans l'économie, même si les moyens techniques font souvent défaut.

Selon Max Andonirina Fontaine, ministre de l'Environnement et du développement durable, ce nouveau concept est parfaitement adapté à Madagascar en raison de sa population majoritairement agricole. Lors du Comesa Federation of Women in Business Trade Fair&Conference, qui s'est tenue à Antananarivo les 28 et 29 juin, il indique que l'économie verte et l'économie circulaire est le premier axe stratégique du ministère de l'Environnement et du développement durable pour les cinq prochaines années à venir et les femmes sont les principaux piliers de cet axe.

78,1% de la population malgache vit en milieu rural, selon les estimations du FAO (Fonds des Nations Unies pour l'alimentation). Ces populations entretiennent déjà un lien

étroit avec la terre. Les femmes représentent plus de 50% de la population active agricole, selon le FAO. Elles jouent un rôle crucial dans la gestion des ressources vitales telles que l'eau et le bois de chauffage. D'ailleurs, bien que les données statistiques font parfois défaut, il est largement observé que la plupart des entreprises responsables sont dirigées par des femmes et emploient majoritairement des femmes.

Mais comment ce modèle économique peut-il contribuer au développement de Madagascar ? C'est simple. En plus de créer des emplois, il favorise la protection de l'environnement, lutte contre les différentes formes de pollution, et surtout éduque la société au respect de la nature. Un exemple concret dans ce domaine est la Société de tri, de compactage et de valorisation (STCV), l'un des pionniers de l'économie verte et de l'économie circulaire à Madagascar.



Cette société travaille avec plus de 500 femmes vulnérables dans les quartiers de la capitale, qui collectent des déchets recyclables, créant ainsi des activités génératrices de revenus de manière durable. L'impact environnemental est notable : en nettoyant la ville, ces femmes contribuent à la protection de l'environnement, à la réduction de la pollution de l'air et à l'amélioration de l'esthétique urbaine. Elles jouent également un rôle clé dans l'économie circulaire, ce qui représente une nouvelle forme d'éducation au mode de vie responsable. L'impact économique de ce

modèle, bien que relativement nouveau, est significatif. Grâce aux déchets collectés, la société crée de nouveaux produits, tels que des sacs recyclés et des éco-goodies pour entreprises. De plus, elle fabrique du charbon écologique, contribuant ainsi à la lutte contre la déforestation. Par ailleurs, les établissements financiers à Madagascar commencent également à s'impliquer dans l'investissement durable. Selon Alexandre Mei, CEO de la BNI Madagascar, "l'intérêt des entreprises pour l'économie verte est très récent. À l'échelle de la BNI, par exemple, c'est quelque chose qui a démarré il y a cinq ans." Les institutions financières commencent à promouvoir le financement vert en proposant des taux bonifiés, des solutions de financement, une assistance technique, voire des subventions de la part d'organismes. Au Sénégal, par exemple, le concept est tellement prometteur que les financiers n'hésitent pas à fournir une garantie partielle de crédit allant jusqu'à 400 millions, voire 500 millions d'euros, pour soutenir des investissements à caractère vert et social.

En parallèle, il existe également des défis liés à la multiplication et à la pérennisation des activités responsables. Pour y parvenir, ces acteurs misent sur la transmission des connaissances. En effet, l'économie verte n'a de

sens que si tout le monde s'implique. Si certains nettoient et que d'autres salissent, les efforts seront vains. Il est crucial que chacun participe. "Notre domaine est un défi constant, car c'est un concept innovant sans référentiel établi. Au sein de notre plateforme logistique, les défis sont quotidiens : tests de processus, mise en place de nouveaux processus, rectifications, et on continue d'avancer," explique Gaëlle Randriamanana, directeur et fondateur de la STCV.

Ces activités d'accompagnement s'étendent également à la responsabilité sociale des entreprises (RSE), en impliquant le secteur privé dans divers processus de sensibilisation. "Nous aidons nos clients à mettre en place le tri sélectif. C'est un énorme défi car le tri sélectif n'existe pas encore à Madagascar. Je pense que c'est notre plus grand défi actuel. Lorsqu'on intervient dans les entreprises pour former les collaborateurs, parler des déchets est tout simplement tabou. Mais nous avons osé le faire, et nous avons constaté que tout le monde se sent concerné, car ils voient que la ville est sale et veulent agir. Nous proposons des formations sur les écogestes : comment trier, pourquoi trier, et pourquoi réduire les déchets à la source. Nous formons des écocitoyens, et c'est vraiment notre plus grand défi," explique Gaëlle Randriamanana.